

WEEK-END

HISTOIRE
11

LE COURRIER
VENDREDI 30 SEPTEMBRE 2016

L'histoire des travailleurs est rarement chose acquise dans l'ordre dominant bourgeois. La preuve par une promenade sur des lieux peu ou mal connus

Sur les traces de la mémoire ouvrière

LAURA HUNTER

Genève ▶ Le rendez-vous est donné devant le Cimetière Saint-Georges, samedi matin à 10h. C'est bien connu, les tombes illustrent aussi la société et les pouvoirs en place. Il y a ceux dont on se souvient, dont on a les moyens ou la volonté de se souvenir, et les autres. Alors qu'une poignée d'historiens et de militants tente de ressusciter ces jours le souvenir du premier congrès de l'Internationale, tenu il y a 150 ans à Genève (notre édition du 23 septembre), l'idée a germé de parcourir le canton à la recherche des luttes ouvrières du passé et du souvenir concret, physique, qu'elles ont laissé. Une promenade aux airs de pèlerinage agnostique et libertaire, dépourvu de tout fétichisme ou cérémonialisme, à laquelle ont participé une cinquantaine de personnes, dont une bonne partie de jeunes adultes. Entre théorie et pratique, passé et présent, une autre Genève s'est dessinée, foyer des luttes sociales et refuge des travailleurs antifascistes.

La voix des morts

Guide de cette rencontre, le syndicaliste Georges Tissot mène d'abord le petit groupe devant le monument funéraire d'Emile Nicolet (1879-1921). Secrétaire syndical romand du commerce et des transports, député au Grand Conseil en 1907, il devient conseiller administratif de Plainpalais en 1918 et prend part à la Grève générale cette même année. Conseiller national en 1919, il est très apprécié par le peuple et meurt jeune. Cinq mille personnes suivent son enterrement en 1921.

Le monument, qui affiche «La classe ouvrière de Genève reconnaissante», est élevé en 1934. On y trouve la roue dentée, alors logo du syndicat de la FCTA (Fédération du commerce, des transports et de l'alimentation). «C'est un monument clairement issu de l'initiative des travailleurs. Cela peut expliquer le délai qui a été nécessaire pour trouver le financement et pouvoir l'ériger», souligne Georges Tissot.

La ballade se poursuit sur la tombe de Louis Bertoni (1872-1947), un militant et typographe anarchiste oublié. La pierre tombe, presque entièrement envahie par la végétation, à eu droit à une petite toilette pour l'occasion. Georges Tissot était venu précédemment la nettoyer armé de son sécateur! On découvre ainsi l'inscription «A l'insassable combattant de la liberté» sur la pierre de granit posée par des ouvriers italiens

La tombe de Louis Bertoni (1872-1947), un militant et typographe anarchiste oublié qui «peut être considéré comme l'un des instigateurs de la grève de 1918», note Marianne Enckell. JPDS



raillés de cet homme. «Il peut être considéré comme l'un des instigateurs de la grève de 1918», note Marianne Enckell, responsable du Centre international de recherches sur l'anarchisme (CIRA).

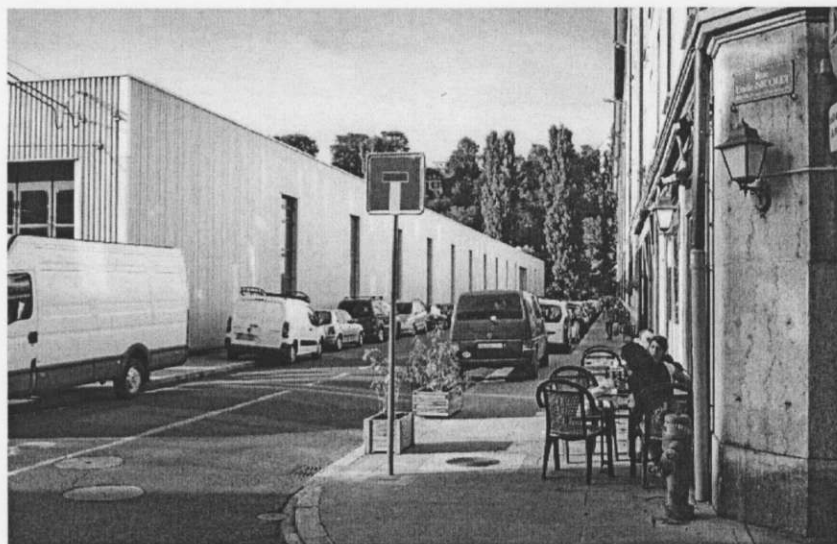
Louis Bertoni est aussi à l'origine de la revue *Le Réveil*. Malgré l'interdiction prononcée à l'encontre des journaux anarchistes de 1900 à 1940, celle-ci continuera à être éditée «quelque part en Suisse», survivant clandestinement. Sa tombe n'a cependant pas toujours été à l'abandon. «Dans les années 1960, les anarchistes de Genève avaient l'habitude de s'y retrouver les matins du 1^{er} mai», note Marianne Enckell.

La mémoire d'en bas

Place ensuite à Johann Philipp Becker (1809-1886). Immigré allemand à Genève, il est de tous les congrès de l'AIT et contribue à créer de nombreuses sections. Il prononcera le discours inaugural du congrès fondateur qui se tient dans sa ville d'adoption en 1866. Il participe également à la création du Parti social-démocrate allemand, note Patrick Auderset, coordinateur de l'Association pour l'étude de l'histoire du Mouvement ouvrier (AEHMO).

Cette dernière a demandé en 2008 au Conseil administratif de protéger le monument qui,

Dans le quartier de la Jonction, une rue rend hommage à Emile Nicolet, figure politique et syndicaliste genevoise. JPDS



ment à droite, ou à gauche, selon le point de vue, rigolent les participants de la promenade. La demande, qui n'a pas encore abouti, sera reformulée par l'AEHMO à l'occasion du 150^{ème} anniversaire du premier congrès de l'AIT et, selon certains, la tombe de Johann Becker devrait être déplacée pro-

À la Jonction, quartier ouvrier et industriel par excellence, on peut voir l'ancien dépôt des TPG, où eut lieu en 1902 la grande grève des tramways contre des licenciements, qui déboucha sur une grève générale de solidarité. Beaucoup d'usines ont aujourd'hui disparu (Kugler, Gardy,...) ou ont été

Philippe, la SIP). Pas loin, on retrouve Emile Nicolet, puisqu'une rue porte son nom.

«La toponymie est très révélatrice des rapports de force, et ce à plusieurs niveaux», complète l'historien Charles Heimberg. Ainsi, informe-t-il, l'écrêteau de la rue Adrien-Wyss indique qu'il s'agit d'un philan-

1938. Si on cherchait il y a quelques mois sur Internet, il apparaissait en plus comme un député radical. Dans les faits, après son passage chez les radicaux Adrien Wyss est devenu l'un des fers de lance des socialistes avant la Première Guerre mondiale! Charles Heimberg s'est fait un devoir de demander

... du moins pour le site internet. À ses yeux, le choix des lieux en dit aussi beaucoup: la rue Adrien-Wyss ne contient qu'une seule adresse: l'usine de Rolex!

Arrêt obligé au 5, rue des Plantaporêts. C'est ici – mais personne ne se souvient à quel étage –, que Lénine a séjourné de 1904 à 1905. Une plaque, apposée sur l'immeuble en présence du conseiller d'État André Chavanne sur l'initiative du professeur Sven Stelling-Michaud, rappelle sa présence. «Des délégations soviétiques venaient pendant longtemps s'incliner devant cette plaque», introduit Marianne Enckell avant qu'un large sourire traverse son visage: «Alors, des anarchistes venaient avec de la peinture noire pour recouvrir la plaque, en souvenir des victimes des troupes rouges... Nestor Makhno et tant d'autres.»

Qui écrit l'histoire?

Boulevard St-Georges, on a une pensée pour les treize morts provoqués par l'explosion de l'usine à gaz, le 23 août 1909. Le même chiffre que les morts du 9 novembre, relève Charles Heimberg. «Mais de ceux-ci, on ne se souvient pas. Ce sont des victimes du travail, pas d'un geste militant.» Dans le journal socialiste de l'époque, le scandale est avant tout le fait de la présence d'une usine dans un site urbain. Elle sera d'ailleurs délocalisée. «On pleure les passants qui y ont laissé la vie, mais la mort des ouvriers n'est presque pas mentionnée. Elle apparaît comme une fatalité, le thème de la sécurité du travail n'est pas abordé.»

La mémoire de ce drame s'est perdue jusqu'à un texte écrit par Charles Heimberg lui-même, près de cent ans plus tard. À la suite de cette initiative, le Conseil d'État a décidé de nommer un «chemin du 23-août» vers les nouveaux immeubles construits sur l'ancien site d'Artemis. «Mais il ne suffit pas de rappeler la date pour que l'on comprenne de quoi il s'agit, pour que la mémoire des victimes, les raisons de leurs morts et du silence officiel soient rappelés et compris», note l'historien.

Sur le Pont Butin, en revanche, une plaque rappelle les victimes des travaux entrepris pour sa construction entre 1919 et 1925. Mais elle a disparu en 2014, et n'a pas été remplacée depuis. «L'absence de monuments pour les morts du travail illustre une question historiographique essentielle: la mémoire du mouvement ouvrier n'est pas forcément celle du monde ouvrier.» Pour Charles Heimberg, cette disparition et non-remplacement symbolise aussi la fragilité de la mémoire subalterne, qui doit toujours reconquérir.

Autre exemple évocateur, l'Ecole de commerce Aimée Stilmann. Condamnée pendant la Deuxième Guerre mondiale pour avoir passé des résistants de Suisse en France, cette femme a également instruit des enfants clandestins. Condamnée à une détention plus courte que celle qui lui avait été infligée avant le procès, elle aurait alors demandé si ce quota pouvait être gardé en réserve! Quelques semaines après l'ouverture de cet établissement en 2009, Charles Heimberg a

constaté que les étudiants ne savaient pas qui était cette institutrice militante du mouvement ouvrier. Pour l'historien, «il faut se souvenir de sa désobéissance et, de manière plus globale, donner du sens aux noms des rues ou des écoles».



«La toponymie est très révélatrice des rapports de force»

Charles Heimberg

Sur la plaine de Plainpalais, le buste de Georges Favon (1843-1902) annonce un «homme d'État radical genevois». C'est oublier que, s'il était effectivement conseiller d'État radical, l'homme politique était très proche du Parti socialiste et s'en réclamait en partie. La devise inscrite plus bas – «Pas de progrès sans justice sociale» – peut d'ailleurs paraître une contradiction avec le qualificatif de «radical». Tout comme le discours de Georges Favon dans le journal *Le Genevois* en 1894: «Tout citoyen clairvoyant est aujourd'hui socialiste», af-

firme-t-il en appelant à se rapprocher des victimes des inégalités sociales. C'est d'ailleurs lui qui prononce le premier discours du 1^{er} mai en 1890, et qui crée les tribunaux des prud'hommes. Si l'on en croit Georges Tissoit, il s'agit d'un discours très virulent, «que seraient incapables de tenir aujourd'hui les radicaux ou les socialistes, et peut-être même pas Solidarités».

L'AIT au Sacré-Cœur

Du côté des religions séculières, le Temple unique (aujourd'hui église catholique du Sacré-Cœur), a été bâti par et pour les francs-maçons, à la suite des concessions offertes par James Fazy aux différents courants de pensée. Il a ensuite servi de brasserie, puis de siège de la section genevoise de l'AIT, avant d'être acheté en 1873 par le Cardinal Mermillod œuvrant en sous-marin pour l'Eglise catholique. On peut aussi apercevoir de la plaine, la Victoria Hall, où Jean Jaurès prononça en 1904 quatre conférences sur «Nietzsche et le socialisme». La salle étant comble avec 1600 personnes, le même nombre de gens étaient restés à l'extérieur.

La Brasserie Handwerk abrita de nombreuses réunions ouvrières, des cours de l'Université ouvrière de Genève (UOG) et des meetings, dont celui du 8 mars 1904 sur la Commune de Paris, en présence de Lénine et de Louise Michel. Pour les uns, Mussolini aurait aussi été présent. Charles Heimberg affirme que cette thèse a été invalidée. Dans l'histoire du mouvement ouvrier, il y a aussi beaucoup de mythes...

Uni Dufour a elle été bâtie sur les cendres du bâtiment électoral («la boîte à gifles»), où se célébrait notamment le 1^{er} mai.

Un héritage, une transmission

En traversant Plainpalais (lire ci-contre), on atteint le foyer antifasciste, alors appelé «foyer socialiste international» au 4, rue des Pavillons. Fondé en 1927 par un groupe d'intellectuels de gauche et le professeur de littérature André Oltramare (politiquement à l'opposé de son petit frère, le fasciste Georges Oltramare), qui en devint son président, ce lieu est pendant onze ans le siège de conférences et rencontres entre socialistes européens. Dès 1933, un flot de réfugiés allemands et italiens gagne la Suisse. «Avec l'aide de membres du Foyer, André Oltramare ouvre en avril 1934 un lieu de refuge pour les antifascistes, la Cuisine des Exilés, qui fonctionnait pendant trois ans. Car ensuite, la plupart des gens partent se battre en Espagne», note Marianne Enckell.

Un petit détour par La Maison du Peuple, rue Dubois-Melly, qui abritait des conférences, dont celle de Lénine, et où a été créée l'UOG, puis la ballade se termine devant le Collège du travail. Fondé par l'anarcho-syndicaliste Lucien Tronchet (1902-1982), ancien secrétaire de la FOBB et partisan de l'action directe, cette organisation a comme but de conserver et de mettre en valeur la mémoire du monde du travail et des luttes ouvrières. Un lieu tout trouvé pour clore le parcours et partager un apéritif convivial. I

LIEUX FÉCONDS

Les différents lieux de mémoire ouvrière visités montrent les enjeux liés à la préservation et à la transmission de cette dernière. «On voit que beaucoup d'écueils sont possibles en termes de mémoire: la récupération, l'euphémisation, la ritualisation et sa perte de sens, l'essoufflement et même la disparition», appuie Charles Heimberg.

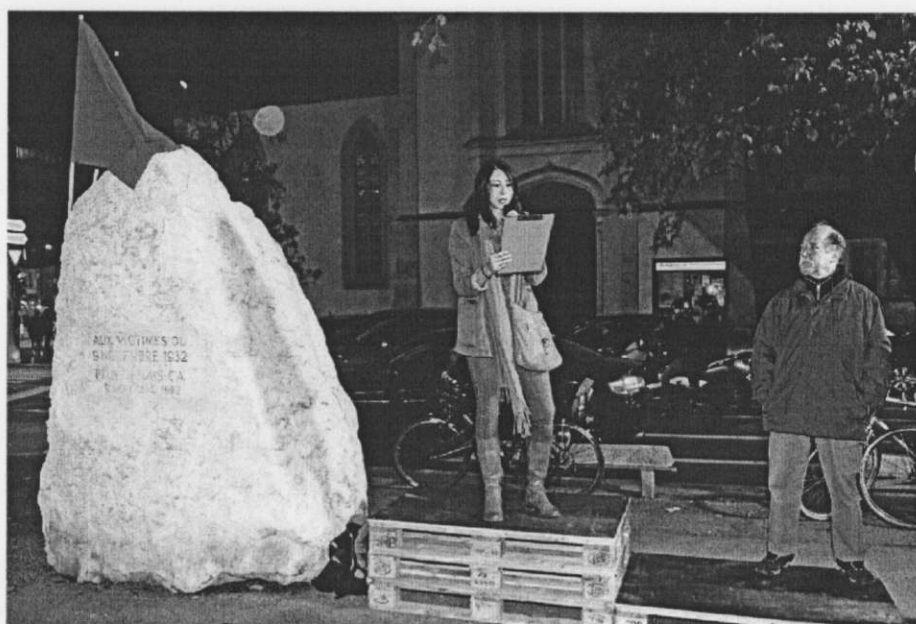
À l'aune de l'actualité, la transmission de la mémoire d'en bas est une nage à contre-courant, qui plus est pour l'histoire sociale des travailleurs. Ses potentiels sont pourtant importants: intelligibilité du passé, prise de conscience, mise à distance de la culture dominante.

«Il est toujours utile de relire les mouvements ouvriers ou antifascistes, les faire vivre depuis l'actualité. Le fascisme, cette bête immonde, loge dans un ventre encore fécond», cite-t-il. «Les questions de mémoire ne sont jamais actées. Le geste militant reste tributaire des rapports de force, de l'univers mental. C'est un combat permanent.» Ce partage de la mémoire collective se fait aussi à travers les lieux symboliques de la mémoire, qui doivent donc être conservés, connus et utilisés. «Ces endroits, comme la Pierre de Plainpalais, abritent une force qui couve. Si un jour, nous nous retrouvons dans une situation grave de menace à nos libertés démocratiques, je suis certain que l'on s'y retrouvera.» LH

Mémoire officielle ou non

Plainpalais ▶ On ne présente plus la Pierre, monument aux victimes du 9 novembre 1932. Ce qu'on savait peut-être moins, c'est qu'elle avait été déposée clandestinement par des militants du FOBB (Fédération suisse des ouvriers du bois et du bâtiment), pour le cinquantième anniversaire de la fusillade. Jacques Robert a lui-même participé à son transport et à son installation en 1982. «Au-delà des victimes qui n'étaient pas que des militants du mouvement ouvrier et dont on a choisi de ne pas inscrire les noms, nous voulions rappeler le contexte. C'est-à-dire, en cette année 1932, la naissance d'un parti fasciste, l'Union nationale, qui enchaîne les provocations contre les confédérés, accusés de tous les maux, «un peu comme les frontaliers aujourd'hui», contre les juifs et les gauchistes. Et quand des manifestants s'opposent à la tenue d'un meeting de l'Union nationale, l'armée inexpérimentée tire dans la foule...»

Depuis la fusillade du 9 novembre 1932, un hommage est rendu aux victimes chaque année de manière spontanée. Mais en 1972, des militaires en civil protestent contre les manifestants, qui décident peu à peu d'inscrire leur démarche de mémoire dans un cadre institutionnel. En juin 1982, le Conseil administratif refuse de financer le monument, pour ne pas courir le risque d'affrontements. Les militants prennent les choses en main. «Le monument devait être lourd pour qu'il ne soit pas enlevé; solide pour résister aux intempéries; simple car il devait être prêt pour le cinquantième, et peu cher car nous n'avions aucun financement», se souvient Jacques Robert.



de cinq tonnes, destiné initialement à être immergé dans le barrage de Verbois. Ce sont les militants de la construction qui s'occupent de l'installation clandestine du rocher. «Et quand quelques mois plus tard, un militant du parti d'extrême-droite Vigilance tente de renverser la pierre avec son 4x4, on a bien rigolé en apprenant qu'il était instructeur de la protection civile».

Pour Yan Schubert, c'est ainsi

sur l'époque où il est érigé que sur le passé qu'il honore. «Il faut toujours se demander d'où vient l'initiative, s'interroger sur le choix du lieu: authentique ou symbolique?» En effet, les monuments s'inscrivent parfois dans un endroit pour lequel ils n'avaient pas été imaginés, comme les Réverbères de la mémoire (du génocide arménien) au Parc Tremblay.

Les inscriptions sont une autre

times du 9 novembre 1932, on a beaucoup hésité avant de se décider pour «Plus jamais ça». Il s'agissait de ne pas trop froisser les sensibilités, ce que regrette Charles Heimberg qui voudrait que l'on tutoie davantage la vérité: «ces treize personnes ont été victimes du militarisme, et il faudrait l'inscrire pour ne jamais l'oublier, tout comme le prétexte utilisé, soit le fascisme. Il est important de nommer les faits et les res-

Plaine de Plainpalais, le 9 novembre 2013, des militants sont présents pour rendre hommage aux victimes de la fusillade du 9 novembre

sorties de centre-gauche pour l'exécutif du Conseil d'État genevois, des gestes symboliques ont été exécutés officiellement. En 2007, une déclaration officielle de Charles Beer, président du Conseil d'État, taxe d'inacceptable l'attitude de l'armée en 1932. Mais rien de plus. La droite genevoise n'a jamais reconnu la Pierre.

Juste en face, le monument aux brigadistes suisses de la guerre d'Espagne trône au milieu de la circulation et des scooters parkés. Cette œuvre du sculpteur Manuel Torres a été érigée par la Ville de Genève en hommage aux brigadistes suisses en juin 2000. Pour quoi 2000? Parce que la mémoire se réveille en Espagne, alors qu'elle a été confinée aux lendemains de quarante ans de dictature à un «silence officiel», et parce qu'en Suisse, dès 1996, une dynamique d'hommage à ces combattants et de transmission de la mémoire s'installe. Un comité fait alors pression pour obtenir un monument, et parvient à ses fins. «Un des éléments clés est qu'une conseillère administrative de la Ville de Genève était elle-même fille d'un brigadiste, Jacqueline Burnand.» Charles Heimberg relève à nouveau aussi le poids de la majorité de gauche. Pour ceux qui se demandent pourquoi avoir installé ce monument à cet endroit, au risque de créer un «ghetto de la mémoire ouvrière» selon les dires de Charles Heimberg, voici l'anecdote. Il s'agit de la volonté d'un des membres du comité, Bolo Morenzon, brigadiste parti à 16 ans en Espagne, qui habitait dans la rue Dancet. De son vivant, il venait tous les matins pour déplacer les vélocipèdes et se